

La contestation populaire n'est pas près de s'arrêter

Maroc L'arrestation du meneur a jeté de l'huile sur le feu à Al Hoceïma.

Éclairage Vincent Braun

Si les autorités marocaines pensaient que le début du Ramadan allait apaiser naturellement la contestation d'Al Hoceïma, elles n'ont pas fini de ravalier leur hypothèse. Des milliers de personnes, davantage que la veille et sans doute encore ce mercredi, ont défilé mardi soir dans les rues de cette ville portuaire de la côte nord-est du Maroc, qui cristallise depuis des mois le ressentiment des habitants de cette région, le Rif, qui s'estime défavorisée par l'Etat. Police et manifestants se sont toisés dans un climat tendu, quoique sans incidents mais avec des dizaines d'interpellations à la clé.

L'arrestation, lundi, de celui qui est devenu la figure de proue de la contestation, Nasser Zefzafi, a au contraire mis de l'huile sur le feu. Ce bouillant activiste, devenu très populaire, est à la tête du mouvement Hirak (la mouvance) dont les revendications visent à un meilleur développement du Rif, tenu depuis longtemps à l'écart des politiques d'investissement public. Il était recherché par la police depuis vendredi dernier.

Atteinte à la sécurité intérieure

Lors de la grande prière hebdomadaire, le 26 mai, à la mosquée Mohammed V d'Al Hoccima,

M. Zefzafi s'était emparé de la parole et avait insulté l'imam. Il avait ensuite prononcé un discours enflammé critiquant l'Etat "corrompu", "arbitraire" du Makhzen (un terme sibyllin désignant "l'Etat profond", qui englobe le Palais royal et l'appareil sécuritaire) et même le Roi, "comptable du bien-être de ses concitoyens". Cette attitude frondeuse, point d'orgue d'une campagne d'agitation longue de plusieurs mois, a fini de convaincre les autorités marocaines que sa neutralisation était devenue inévitable. Dans le Royaume chérifien, qui a su éviter tourments des Printemps arabes, la critique et la contestation sont tolérées pour peu qu'elles épargnent scrupuleusement la personne du Roi, sacralisée. Le procureur a inculpé Nasser Zefzafi pour "atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat" et "d'autres actes considérés comme des crimes" au Maroc. Sans autres détails jusqu'ici.

La contestation d'Al Hoceïma dure depuis plus de six mois. L'étincelle s'est produite le 28 octobre 2016 lorsqu'un vendeur de poissons, Mouhcine Fikri, meurt broyé par une benne à ordures alors qu'il tentait de récupérer sa marchandise, que des agents de l'Etat y avaient jetée. Des milliers de personnes étaient alors descendues dans la rue pour demander que justice soit faite. Malgré l'inculpation d'une dizaine de personnes, des activistes locaux ont entretenu la colère populaire. Des manifestations réclament davantage de justice sociale, d'emplois et un accès aux services de santé.

Un test pour le gouvernement

Conscient de la situation, le roi

Mohammed VI avait pourtant attendu la formation du nouveau gouvernement pour y envoyer, le 10 avril, le ministre de l'Intérieur, tout juste nommé. Celui-ci avait tenté d'apaiser la situation. L'Etat

avait promis des investissements, des hôpitaux, des universités...

Des soulèvements populaires apparaissent de manière récurrente dans cette région du nord du pays, marquée par un haut taux de chômage et convaincue d'avoir été tenue à

l'écart des politiques de développement – payant en cela le prix de ses coups de gueule et de ses velléités autonomistes. En 2011, cinq corps calcinés sont découverts lors de troubles survenus lors d'un mouvement contestataire apparu dans le sillage des Printemps arabes.

Le Rif marocain, du nom du massif montagneux qui traverse la frontière vers l'Algérie en longeant la côte méditerranéenne, a d'ailleurs hébergé une éphémère "République du Rif" au début des années 20, gagnée sur le colonisateur espagnol. Un fait de gloire qui a copieusement nourri la mémoire collective des Rifains, d'autant plus que l'expérience s'est conclue dans l'horreur des armes chimiques, alimentant encore le moulin des injustices.

Avec l'arrestation de Zefzafi et de ses compagnons, la contestation actuelle semblait vouloir s'étendre en dehors du Rif. Un élan de sympathie s'est manifesté dans la capitale Rabat. Reste que l'ampleur du mouvement représente un test grandeur nature pour le gouvernement.